



Déclaration liminaire de la FSU

CSA du 18 novembre 2025

Les personnels attendent une parole claire et forte sur leur avenir qui semble avoir été oublié lorsque notre nouveau ministre a énoncé ses trois priorités. L'idéal républicain de l'école publique et laïque que nous partageons est bien de faire grandir et réussir toutes et tous les élèves et où qu'elles et ils soient, ensemble, ce que ne fait pas le privé, transmettre des savoirs, pour émanciper par les connaissances, pour libérer des carcans et de l'obscurantisme par l'esprit critique. Mais la concrétisation de cet objectif ne peut reposer seulement sur des personnels toujours moins nombreux, moins reconnus, moins considérés. Tous les signaux sont au rouge pour les personnels : démissions, silencieuses ou fracassantes, perte de confiance dans l'institution que vous représentez avec, par exemple, le sentiment d'une maltraitance institutionnelle, par exemple, quant à la gestion des personnels des trop-perçus, interrogation sur le sens du vote et donc de la démocratie dans des catégories pourtant traditionnellement peu abstentionnistes. Nos métiers sont ceux de l'intérêt général. C'est pour cela que nous les avons choisis. Et c'est parce que l'intérêt général a été gommé de l'action gouvernementale que nos collègues doutent. Il n'est plus l'heure de s'interroger sur les raisons de cette crise. Il faut des réponses !

La question des rémunérations et des carrières, défendue par la FSU est première dans les préoccupations de nos collègues. La copie de départ du projet de loi de finances prévoit, une fois encore, le gel de la valeur du point d'indice et l'absence de mesures catégorielles. C'est inacceptable : y a-t-il enfin un ou une ministre qui va se rendre compte du signal envoyé aux personnels contribuant à une forme de paupérisation et aggravant toujours plus la crise d'attractivité. Il ne suffit pas d'évoquer la possibilité d'augmenter les taux de promotions, c'est une nécessité mais cela ne suffira pas, cela doit s'accompagner d'une reconstruction des carrières.

Puisqu'il est question de la considération qui est due aux agents, la FSU dénonce le sort fait aux AED. Le projet de grille académique prévoit une rémunération indiciaire en-deçà du SMIC et un déclassement par rapport aux AESH. Nous attendons des réponses précises suite au GT.

En 2025, en matière d'égalité femmes/hommes, il n'est plus possible d'en rester au slogan. Dans notre ministère majoritairement féminin, les politiques menées vont à rebours, notamment, de l'égalité salariale : smicardisation indiciaire généralisée en catégories C et B, mesures de type indemnitaires, développement de missions particulières, instauration du pacte ou encore multiplication des heures supplémentaires. De même les mesures prises en 2018 et 2024 sur l'application d'une journée de carence et la baisse de la rémunération à 90% en cas de congé maladie aggravent les inégalités femmes/hommes. Il y a urgence à revenir sur l'ensemble de ces mesures. Le projet de budget est aveugle à la question du genre et peut fragiliser la protection et l'accompagnement des agentes victimes de VSS dans notre ministère.

L'enquête Talis a confirmé les très grandes attentes des personnels en matière de formation continue. Elle est un outil clé pour faire face à la complexité croissante de nos métiers. Ces dernières années l'administration a modifié la visée de la formation continue en la destinant à être essentiellement une courroie de transmission des réformes contestées. Et sous couvert de prétendues heures perdues servant à alimenter le *prof bashing*, des formations ont été placées à 100 % hors temps devant élèves souvent en soirée et de plus en plus de distanciel, excluant les échanges entre pairs. La seule création des EAFC ne changera rien. La FSU réaffirme la nécessité de disposer de temps, d'espaces d'échanges entre pairs, assis sur l'expertise de chercheurs plutôt que sur celle de la hiérarchie. Dans ce sens, les convocations pour les formations pHARE le mercredi ou en soirée sont inadmissibles. Cela va à l'encontre des engagements de votre prédécesseuse et c'est la meilleure façon de rendre ces formations inopérantes.

Sur la question de la formation initiale, vous connaissez notre opposition à cette réforme sur le fond, et nos inquiétudes sur sa mise en place. Nous attendons des réponses rapides sur la modification relative à l'engagement des 4 ans pour les fonctionnaires stagiaires. Par ailleurs, placer les stagiaires en M2 à 50 % devant élèves va les mettre en difficulté, comme nous l'avons déjà connu, et cette disposition réduit le temps de formation en master 2.

La FSU a combattu ces dernières années les différentes réformes souvent pensées pour figer les destins scolaires et sociaux. La centration sur les fondamentaux, la culture des évaluations et des tests, dont les tests physiques, le Choc des savoirs, le développement des compétences psycho sociales, les groupes de niveau/besoin, les réformes du lycée et du lycée pros transforme le rôle de l'Ecole éloignant les élèves d'une culture commune ambitieuse et partagée. La FSU et l'intersyndicale des lycées professionnels ont appelé le 14 octobre à la mobilisation pour exiger un changement de cap pour la voie professionnelle scolaire autant dans l'intérêt des élèves que des personnels. Ces derniers rejettent en effet massivement la réforme de la terminale bac pro dont le fiasco est avéré (heures de cours supprimées, absentéisme...) alors que le ministère et le Haut-Commissaire refusent d'en tirer les leçons. Si le décalage des examens fin mai et le rétablissement de deux semaines de cours dès cette année scolaire sont une légère avancée gagnée par la mobilisation syndicale, la FSU exige l'abrogation du parcours différencié et le rétablissement des examens à partir de la mi-juin. Pour la FSU, il y a urgence à replacer au cœur des politiques éducatives la question de l'élévation des qualifications et du pouvoir d'émancipation que peut exercer une formation professionnelle initiale sous statut scolaire véritablement conçue au service des élèves et de la population, et non au seul prisme de la compétitivité économique. Le ministère de l'Éducation nationale s'apprête à engager une réforme d'ampleur des diplômes et des formations des métiers d'art sans réel dialogue social ni prise en compte des réalités du terrain. Il supprime un an de formation aux élèves se plaçant ainsi en totale contradiction avec la communication gouvernementale qui prétend valoriser l'artisanat, la filière d'exception, le « Made in France ».

Certaines de ces mesures ont des implications directes sur la rentrée 2026, en termes de moyens ou d'organisations. Notre ministre a évoqué à plusieurs reprises les 15 % de collèges qui concentrent 40 % des grandes difficultés scolaires : c'est effectivement une urgence scolaire, sociale et démocratique. Mais des outils existent : la carte de l'Education prioritaire doit être revue et élargie aux lycées. Il faut un bilan des politiques menées et une nouvelle carte basée sur des critères nationaux, objectifs et transparents. Et si, encore une fois, le calendrier politique devait contraindre les politiques éducatives, des mesures d'urgences pour la rentrée 2026 doivent être prises pour les écoles et établissements qui ne sont pas classés. 20 ans après l'instauration de la loi sur l'égalité des droits et des chances, le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisé en milieu ordinaire a triplé. Et pourtant, l'école inclusive se réalise toujours au rabais. Il y a urgence à créer un corps de fonctionnaire pour reconnaître l'engagement et la pérennité des missions des AESH qui, en majorité des femmes, subissent une précarité et des conditions de travail indignes. Il est indispensable de rendre concrète et réalisable les ambitions d'une École inclusive, pour les élèves et avec les personnels.

Nos élèves vont mal, c'est une certitude. Plus personne ne peut ignorer la dégradation de leur santé mentale, aux causes multiples, à l'École et en dehors. L'Éducation nationale ne pourra pas tout faire et elle ne doit pas tout porter. Mais, par les personnels dont c'est le cœur de métier, qui sont centraux dans les équipes pluriprofessionnelles, elle peut agir. Les assises de la santé scolaire font partie des réformes ratées. Elles se sont faites contre les infirmières, assistantes et conseillères techniques de service social et psychologues de l'Éducation nationale, réduisant la politique éducative sociale et de santé à une vision médicalisante qui fragilise autant l'accompagnement des élèves que la lutte contre les inégalités sociales et de santé. Des emplois d'infirmières, d'assistantes sociales devraient être créés dans ce budget mais ne sont pas suffisants. Au-delà des moyens, il faut aussi écouter les personnels concernés sur leurs missions plutôt que de faire, une fois encore, contre elles et eux.

À ce stade, le projet de budget reste inacceptable. Nous ne pouvons pas non plus en rester au décalage de réforme des retraites, il faut l'abrogation de la réforme Borne et le retour à une retraite à taux plein accessible dès 60 ans.

Dans l'Éducation nationale, l'affichage d'un solde positif d'emplois est conjoncturel et temporaire, lié à la cohabitation de deux concours. Derrière les affichages, il y a le choix politique assumé, celui de supprimer des emplois de professeur-e, 4018 emplois dans le 1^{er} et 2nd degré, public et privé. Dans le second degré public, depuis 2017, 10 230 emplois ont été supprimés au niveau national, alors même que, sur la même période, les effectifs ont augmenté. De quoi invalider l'argument démographique si souvent avancé par les divers exécutifs qui se sont succédés ces dernières années, pas avaries de sorties provocatrices sur le sujet, à l'image des déclarations d'Amélie de Montchalin, ministre du budget et des comptes publics « *Nous avons besoin de plus de militaires, de plus de policiers et de gendarmes, mais moins de professeurs* ». Ce mépris et ce déni de réalité de la gravité de la situation dans l'Éducation nationale exprimé au plus haut sommet de l'État sont insupportables.

Nous avons les classes les plus chargées d'Europe (et sur ce point, nous pouvons nous passer d'être en tête d'un classement international), ce qui pèse sur les conditions d'étude des élèves et de travail de nos collègues. Puisque l'Éducation nationale ne se gère pas avec un tableur Excel, voilà une réalité qualitative : être professeur aujourd'hui, c'est travailler dans des classes sans plus aucune place disponible, sans possibilité d'accompagner chaque élève, c'est donc une forme de travail empêché et cela pèse lourdement dans la crise de sens que traversent nos métiers. Les suppressions d'emplois de professeurs sont un non-sens éducatif et pédagogique.

Nous réaffirmons aussi avec force que la baisse démographique n'est pas une aubaine économique, elle est une aubaine pour faire face aux inégalités scolaires et sociales qui mine notre système éducatif.

L'Éducation nationale manque de tout : d'enseignant-es et d'AESH puisque 48 726 élèves en situation de handicap étaient sans solution d'accompagnement à la rentrée au niveau national et des dizaines d'heures manquées dans chaque PIAL et PAS de notre académie, mais également d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales (le redéploiement n'est pas acceptable, comme en Isère entre les élèves et les personnels) ou encore d'agent-es administratifs, de moyens budgétaires (par exemple, les HSE, les frais de déplacement, le Pass culture sont rabotés stoppant brutalement des projets engagés parfois depuis plusieurs mois ou empêchant des personnels de faire leur travail).

Fait révélateur, par rapport à sa dépense publique en 1995 (7,8 % du PIB), la France dépense 30 milliards de moins pour l'éducation (en euros constants).

Le projet d'Ecole publique laïque meurt à petit feu de tous ces choix politiques en forme de renoncement, de décisions où l'Education nationale est vue comme un coût plutôt qu'un investissement, où on nous répond invariablement qu'il faut se satisfaire d'avoir évité le pire, par exemple une application stricte de la baisse démographique, où une convention citoyenne trace des pistes problématiques déconnectées de nos réalités. Reconstruire le service public d'Education, conforter son projet politique pour assumer ses ambitions émancipatrices, dans un monde de plus en complexe et conforter les personnels doit commencer dès maintenant.

Pour ces raisons, la FSU, la CGT et Solidaires appellent à se mobiliser le 2 décembre pour un autre budget et le service public d'éducation et une autre politique sociale, fiscale et environnementale.